

INONDATIONS

Des convois humanitaires pour assister les sinistrés

Pour apporter assistance aux personnes victimes des inondations dans les zones Nord et Sud du Congo, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a mis en route des convois humanitaires en présence de la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa.

« Il s'agit là d'une action de solidarité envers nos compatriotes victimes des inondations et autres catastrophes. Ils ne sont pas abandonnés. Le gouvernement est à leur chevet en intervenant toutes les fois que cela s'impose, conformément à la politique nationale d'assistance sociale », a indiqué le chef du gouvernement.

Page 4



Le bateau Ville de Brazzaville affrété pour le convoi humanitaire

ENRÔLEMENT DES AGENTS CIVILS DE L'ÉTAT

Le ministre d'Etat Firmin Ayessa visite les sites des opérations



Firmin Ayessa supervisant l'opération à la direction générale de l'industrie

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a effectué la ronde de quelques sites d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat. Cette opération qui a commencé à Brazzaville depuis près de deux semaines se poursuit normalement. « L'enrôlement biométrique devrait consolider le recensement physique que nous avons organisé en 2016. Il faut que l'engouement que nous avons constaté au départ puisse se poursuivre jusqu'à la fin, parce que notre ambition est d'enrôler biométriquement l'ensemble des agents », a-t-il exhorté.

Page 6

POLLUTION DES ÉCOSYSTÈMES NATURELS

La société Wing Wah Sau mise en garde



Arlette Soudan-Nonault visitant les lieux Adiac Djeno, à Tchiamba-Nzassi, dans le département du Kouilou. « Vous devez protéger l'environnement. Ces genres d'actes ne sont pas dignes et vous êtes totalement responsables de ce désastre. Nous ne pouvons pas tolérer de telles catastrophes qui détruisent la santé humaine. Arrêtez de jouer avec la vie des citoyens », a-t-elle martelé. Page 5

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a mis en garde les responsables de la société Wing Wah Sau suite à la pollution des écosystèmes naturels provoquée par le percement du pipeline 14, reliant le champ pétrolier Banga-Kayo au terminal pétrolier de

UNION MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Le Congo à la présidence du comité ministériel

Le ministre de l'Economie et des Finances de la République du Congo, Jean-Baptiste Ondaye, préside, pour un mandat d'un an, le Comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale. Il a pris les rênes de cette institution communautaire le 22 décembre à l'issue d'une session à Douala, au Ca-

meroun. Jean-Baptiste Ondaye a appelé ses pairs à poursuivre les efforts engagés aux fins de renforcer la résilience des économies des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale qui demeurent fragiles face aux chocs et de lutter contre l'insécurité alimentaire. Page 16

ÉDITORIAL

Penser partenariat

Page 2

ÉDITORIAL

Penser partenariats

Il est instructif d'observer comment, à l'intérieur des Etats, les gouvernements tentent de résoudre tous les problèmes de développement consécutifs à la volatilité de la démographie. Ils apprennent à ne plus en imposer par la force, et privilégient désormais le dialogue avec tous les partenaires sociaux. Non seulement les gouvernements, mais également les entreprises confrontées à la gestion au quotidien de leurs personnels devant les besoins croissants de leur prise en charge. A l'échelle même des continents se dessinent depuis bien longtemps les contours d'une demande de reconnaissance mutuelle des intérêts des peuples et des nations. Entre les pays développés et les pays en développement, entre les puissances et les Etats.

Le discours actuel consiste à dire que des partenariats au sein desquels les échanges tiennent compte des requêtes des parties contractantes valent mieux que toute autre attitude. Lors du deuxième sommet Etats-Unis/Afrique, mi-décembre, à Washington, ce plaidoyer pour plus de proximité et de compréhension entre les deux parties a été porté par plusieurs chefs d'Etat africains et leur hôte. Les opportunités sont, en effet, nombreuses pour les investisseurs étrangers d'aider à la diversification des économies africaines sur la règle du bénéfice mutuel. Il suffit d'établir des contacts, de fixer le cadre de coopération et d'initier des projets porteurs.

Les secteurs comme l'agriculture et l'élevage, la forêt, le tourisme, le numérique, l'enseignement supérieur, l'habitat, les infrastructures routières et sanitaires, la formation et la communication- la liste n'est pas exhaustive- méritent d'être valorisés pour leur impact sur le relèvement du niveau de vie de la population. Une telle perspective a nécessairement un effet positif sur la réduction des troubles sociaux dont les ferments sont souvent la précarité et l'extrême pauvreté. Penser à des partenariats responsables entre le Nord et le Sud contribuerait sans doute à apaiser le cours des relations internationales éprouvées depuis toujours par tant de défis communs.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE

Sensibilisation à la lutte contre la corruption et la fraude en milieu scolaire

La Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc) et le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation organisent une campagne de sensibilisation à la corruption et la fraude en milieu scolaire pour débarrasser le système éducatif congolais de ces fléaux.



Photo de famille après le lancement de la campagne/Adiac

Dans le cadre de la réalisation de sa mission de prévention, la Halc organise des campagnes de sensibilisation à la lutte contre la corruption et la fraude. Celle qui se tient actuellement en milieu scolaire est la dixième du genre après le passage dans neuf autres administrations en un laps de temps, a indiqué le président de cette institution, Emmanuel Ollita Ondongo. « La lutte contre la corruption et la fraude mérite l'implication de tous les Congolais. Il est incompatible d'œuvrer pour l'émergence du pays et entretenir en même temps les antivaleurs comme la corruption et la fraude », a-t-il déclaré. La sensibilisation en milieu scolaire initiée par la Halc est importante à plus d'un titre, d'autant plus que l'école congolaise n'est pas épargnée par la corruption et la fraude. Dans son discours d'ouverture de cette série de sensibilisation, le ministre de l'Enseignement préscolaire, pri-

maire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a évoqué les statistiques antifraude au titre de la campagne 2022. On a noté 1 297 candidats transhumants dont 526 au Bac et 766 au BEPC, 22 mercenaires interpellés, 185 candidats qui auraient corrompu les surveillants de salle pour tricher avec les téléphones, 8 733 faux transferts en classe de troisième, 6 349 en terminale. Des faux transferts dus à la fraude et la corruption de certains responsables d'établissements. « La lutte contre la corruption et la fraude est indispensable en milieu scolaire. La poursuite de cette lutte demeure une priorité. Les apprenants doivent exceller dans le mérite, les enseignants dans l'objectivité et l'amour d'un travail bien fait », a déclaré le ministre Jean Luc Mouthou. Selon lui, les élèves doivent intérioriser les notions de l'anticorruption et antifraude, les responsables des éta-

blissements doivent gérer les écoles sans détournement de chapitre, sans falsifications des textes d'intégration, d'affectation ou de mutation, moins encore l'achat des notes et passages en classe supérieure, sans fraude en matière de contribution parentales. Cette sensibilisation en milieu scolaire va donc mobiliser les élèves afin qu'ils s'engagent pleinement dans la lutte contre la corruption, la concussion, la fraude et les infractions assimilées. Au cours des échanges, il y aura plusieurs problématiques au menu dont des dispositions législatives et réglementaires sur la protection des dénonciateurs et lanceurs d'alerte ; l'écosystème national de lutte contre la corruption, la Halc et ses procédures de saisine ; l'aperçu général de la loi anti-corruption... Il convient de rappeler que la dénonciation des faits de corruption se fait au numéro vert 1023.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO-BANQUE MONDIALE

Le Parlement autorise la ratification d'un accord de financement

Le Sénat et l'Assemblée nationale ont adopté, les 20 et 21 décembre, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord du premier financement de la politique de développement pour la gestion budgétaire et la croissance inclusive, pour un montant d'un peu plus de 33 milliards FCFA.

L'accord y afférent a été conclu le 19 décembre à Brazzaville entre la République du Congo et l'Association internationale de développement (IDA). Ce financement sera décaissé en trois tranches, pour une série programmée sur la période 2022-2024. L'enveloppe d'un montant de 50,4 millions d'euros, soit un peu plus de 33 milliards FCFA, sera décaissée d'ici au 27 décembre.

Cet appui budgétaire permettra de combler le déficit de financement du programme de facilité élargie de crédit pour l'année 2022. Il vise aussi à corriger les déséquilibres macroéconomiques et impulser la reprise économique dans le contexte post-covid-19 et à poursuivre l'assainissement des finances publiques ainsi que la restructuration globale de la dette.

« Cet appui budgétaire va servir à financer certaines dépenses adoptées dans la loi de finances 2022. L'enveloppe servira aussi à la mise en œuvre des réformes structurelles adoptées, en vue de renforcer la gouvernance et de s'attaquer à la diversification économique et au programme de réformes économiques de la Cémac. La somme sera injectée dans les secteurs stratégiques, piliers du Programme national de développement 2022-2026 », a précisé Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babakas, ministre en charge du Plan, qui a soutenu le projet de loi.

A terme, l'objectif principal du gouvernement est, entre autres, de maintenir la stabilité macroéconomique.

Firmin Oyé

ARTISANAT

Des recommandations pour impulser l'industrie du raphia au Congo

A l'issue de "La semaine des métiers du raphia" qui s'est clôturée le 23 décembre à Brazzaville, les artisans ont souhaité que les recommandations formulées lors des panels soient prises en compte pour permettre au raphia de contribuer à la diversification de l'économie, la création de la richesse et de l'emploi.



La ministre des PME et des artisans ayant pris part à "La semaine des métiers du raphia" Adiac

Instituer une journée nationale du raphia ; créer des centres de production et de transformation du raphia dans les zones écologiques favorables ; protéger le palmier raphia et promouvoir sa culture ; mettre en place un comité interministériel pour la revalorisation du raphia ; faire du raphia une tenue nationale ; pérenniser "La semaine des métiers du raphia" font partie des recommandations formulées par les artisans.

En clôturant cette activité, la ministre des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a souligné que celle-ci a donné l'occasion d'aborder les problématiques liées à la filière raphia en échangeant, entre autres, sur sa gestion durable, sa pérennisation, la

création d'une chaîne de valeur. « La pertinence des questions abordées est immense et l'action gouvernementale va consister à créer une synergie capable d'impulser l'industrie du raphia au Congo », a-t-elle indiqué, en précisant que la contribution des professionnels des métiers du raphia, entrepreneurs et bien d'autres acteurs est d'une importance non négligeable.

Les chiffres

Le chiffre d'affaires de "La semaine des métiers du raphia" est estimé à plus de six millions de FCFA. Cette activité a été animée par une quarantaine d'exposants qui ont pu attirer près de dix mille visiteurs. Cinq départements ont été présents pour cette première édition, à savoir le

Pool, Brazzaville, les Plateaux, la Lékoumou et le Kouilou.

Il convient de rappeler que la première édition de "La semaine des métiers du raphia" s'est tenue du 16 au 23 décembre, à Brazzaville, avec pour thème « Les métiers du raphia dans la diversification de l'économie congolaise ». Parmi les objectifs visés, répondre à une des orientations relatives à la relance de l'économie congolaise, la création d'emplois, la diversification de l'économie afin de sortir du tout-pétrole. Les artisans qui y ont pris part demandent la pérennisation de cette initiative comme pour dire qu'elle peut aider à impulser l'industrie du raphia dans le pays qui finira par figurer au nombre des exportateurs de ce produit.

Rominique Makaya

LE FAIT DU JOUR

La prise de notes

Dans l'art d'éduquer par le rire que cultive le Parlement éponyme installé à Abidjan, la capitale économique ivoirienne, il est une séquence anodine mais très parlante : la prise de notes. La répartie travaillée, deux vice-présidents bien dans leur élément encadrant une vice-présidente dotée d'une mimique renversante exercent sous l'arbitrage du premier d'entre eux, haut perché sur son beau fauteuil. Mais quel propos le président « à vie » et ses adjoints aux mandats renouvelés de cette institution très en vue sur le petit écran consignent-ils à longueur de séances si animées ? Peut-être pas grand-chose, mais ils le font avec une telle assiduité que l'on se demande si les casiers pour placer les archives, et

même le lieu de les emmagasiner ne viendront pas à manquer.

A l'annonce d'une affaire soumise à leur examen sous le regard bienveillant de la joyeuse assistante, les quatre parlementaires du rire notent, notent et toujours notent dans leurs carnets, ne prenant la pause qu'au moment où un de leurs invités anime la partie. Ils retournent aussitôt à leur tâche avec beaucoup de sérieux, comme pour signifier qu'à l'instar des autres parlements à travers notre vaste monde, le leur n'arrête pas de légiférer pour le bonheur de la population. Celle du fameux Gondwana, leur république présentée comme « très » démocratique, sans doute constituée d'hommes et de femmes qui remplissent l'hémicycle à chaque séance,

et probablement aussi de nombreuses diasporas agrippées au programme de diffusion de leur réunion publique.

Et les affaires ne manquent pas : chacun des invités en propose toujours une pour arracher l'adhésion des autres parlementaires sans doute aussi le sourire des téléspectateurs, le temps qu'une standing ovation marque l'intermède, que les stylos se vident de leur encre, les carnets et autres papiers volants ne noircissent. On en apprend sur la vie aux quatre coins de l'Afrique, en comparaison de ce qui se passe hors du continent ; on cahute corrompus et corrupteurs, on range les rancœurs au loin pour guérir et non pas souffrir de rire. Les quatre membres du Parlement de la dérision ont

réussi à s'imposer et à imposer leur présence dans la conscience collective. Individuellement ou collectivement, ils reçoivent des invitations pour égayer les retrouvailles en Afrique et ailleurs, leur label prospère tellement que de nombreux pays ont créé des succursales à partir desquelles sont formés de jeunes talents du rire.

Sans prétendre être à l'origine de l'envie de rire qui est une chose naturelle et vieille comme le monde, nos excellents parlementaires du Gondwana, comme bien d'autres artistes de ce métier, se savent utiles à la société car bien sûr, et cela est dit plus haut, rire guérit ! Ne pas oublier cependant de continuer à prendre note.

Gankama N'Siah

INONDATIONS

Les convois humanitaires pour assister les sinistrés

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a mis en route des convois humanitaires fluvial et routier, le 23 décembre, pour apporter des vivres et non vivres à la population victime des inondations dans les zones nord et sud du pays.

Depuis que les pluies ont commencé, les eaux du fleuve Congo ont gagné en hauteur. Des localités entières sont inondées, des habitations, des bâtiments administratifs, écoles, centres de santé ainsi que les champs sont dans l'eau, totalement ou partiellement, selon les endroits.

Pour apporter assistance à la population en détresse, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a mis en route des convois humanitaires en présence de quelques membres du gouvernement, dont la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa. « Il s'agit là d'une action de solidarité envers nos compatriotes victimes des inondations et autres catastrophes. Ils ne sont pas abandonnés. Le gouvernement est à



Le bateau «Ville de Brazzaville» affrété pour le convoi humanitaire Adiac

leur chevet en intervenant toutes les fois que cela s'impose, conformément à la politique nationale d'assis-

tance sociale », a indiqué le chef du gouvernement.

Le convoi humanitaire fluvial a quitté Brazzaville pour les

localités nord du pays. La ministre Irène Mboukou-Kimbatsa va conduire le convoi routier dans les localités de

la zone sud du pays avant de poursuivre le périple dans les autres localités de la zone septentrionale.

Le Congo n'est pas à sa première épreuve concernant les inondations. Le problème est récurrent à chaque saison de pluies, surtout dans les localités situées le long du fleuve Congo et ses affluents. Selon le Premier ministre, des réflexions sont menées et des solutions sont envisagées pour résoudre le problème de façon durable. « Aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire qu'il y a une solution miracle pour résoudre définitivement le problème », a-t-il souligné. En attendant l'aboutissement du plan de contingence visant, entre autres, à améliorer le cadre de vie, il est question de rendre l'assistance humanitaire permanente et régulière.

Rominique Makaya

« Il s'agit là d'une action de solidarité envers nos compatriotes victimes des inondations et autres catastrophes. Ils ne sont pas abandonnés. Le gouvernement est à leur chevet en intervenant toutes les fois que cela s'impose, conformément à la politique nationale d'assistance sociale »

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

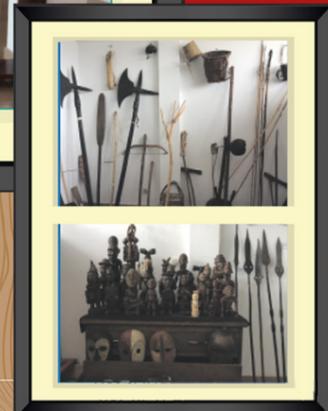
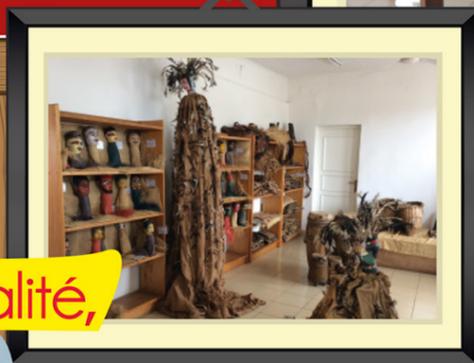
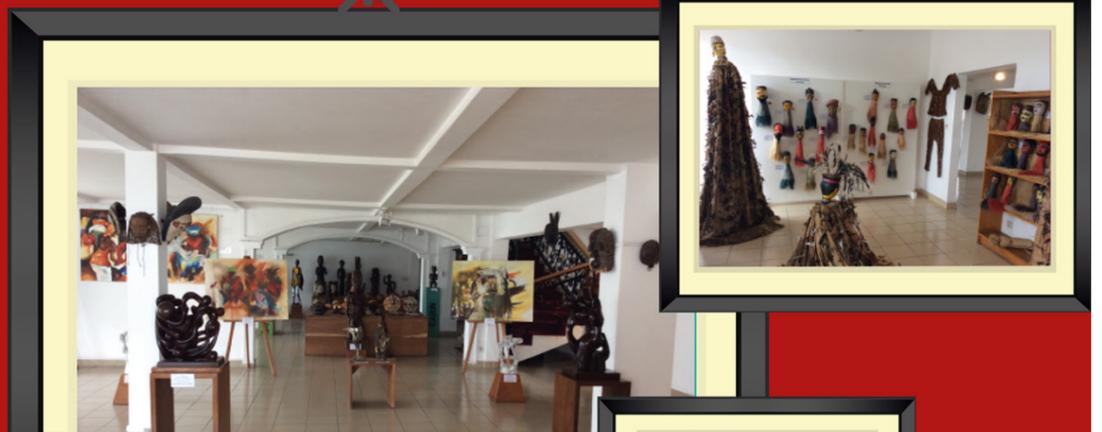
Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**

CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

POLLUTION DES ÉCOSYSTÈMES NATURELS

La société Wing Wah Sau mise en garde

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a effectué, le 23 décembre, une visite d'inspection à Tchiamba-Nzassi, dans le département du Kouilou, où est basée la société pétrolière Wah Sau. En présence des autorités administratives, elle a averti les responsables de cette société et déploré leur manque de responsabilité suite au percement de leur pipeline 14, reliant le champ pétrolier Banga-Kayo au terminal pétrolier de Djeno.

La fuite du pipeline de la société chinoise Wing Wah déverse, depuis le 21 décembre, des hydrocarbures dans la nature et pollue de façon très néfaste l'environnement, notamment la rivière Loemé. Certes, la société avait l'initiative de fermer des vannes en amont et en aval du point d'observation de la fuite du brut, mais la quantité des produits déversée impacte toute la zone touchée.

La ministre Arlette Soudan-Nonault, s'indignant de ce « manque de sérieux » de la société chinoise d'exploitation et de production pétrolière, a demandé que tout soit mis en œuvre pour réparer le tort et éviter ce genre de bavure dans l'avenir. Selon elle, des dégâts pareils peuvent être évités si et seulement si les entreprises respectent les textes en vigueur.

Usant d'un ton sincère et responsable, la ministre a rappelé à Wing Wah sa responsabilité sociale, demandant par la même occasion aux responsables des structures sous tutelle de poursuivre avec efficacité leurs missions.

« Vous devez respecter et protéger l'environnement. Ces genres d'actes ne sont pas dignes et vous êtes totalement responsables de ce désastre. Merci beaucoup à madame la ministre qui vient de recadrer

Nous ne pouvons pas tolérer ce genre de catastrophes qui détruisent la santé humaine. Arrêter de jouer avec la vie des citoyens », a martelé Arlette Soudan Nonault, exigeant à la société un audit environnemental car la population ne peut plus consommer et utiliser l'eau qui a été polluée. La ministre a, en outre, exigé que les études d'impact soient toujours effectuées avant de réaliser les activités.

Un agent de ladite société qui n'a pas voulu révéler son identité a abondé dans le même sens que la ministre. A l'en croire, les habitants ne mesurent pas souvent l'ampleur de ces désastres. « Souvent, nous ignorons les conséquences de ces actes, les banalisons, oubliant que cela détruit les dons que Dieu nous a donné gracieusement. Nous nous contentons des quelques emplois que l'entreprise nous offre au moment où l'avenir de nos enfants est en danger. Merci beaucoup à madame la ministre qui vient de recadrer



cette société », a-t-il déclaré. Pour leur part, les dirigeants de Wing Wah continuent de travailler sur les lieux pour non seule-

ment assainir l'environnement mais aussi anticiper certaines lacunes. Ils ont aussi pris l'engagement de tenir compte de toutes

Arlette Soudan-Nonault visitant les lieux. Adiac les remarques et recommandations de la ministre.

Un rapport détaillant les efforts de la société en matière de la protection de l'environnement doit être envoyé au cabinet de la ministre, le plus tôt possible. Au cas contraire, « je vais prendre une sanction très sévère », a conclu Arlette Soudan-Nonault.

Rude Ngoma

« Vous devez respecter et protéger l'environnement. Ces genres d'actes ne sont pas dignes et vous êtes totalement responsables de ce désastre. Nous ne pouvons pas tolérer ce genre de catastrophes qui détruisent la santé humaine. Arrêter de jouer avec la vie des citoyens »

PISCICULTURE

La Fondation Telema visite le projet Berger vert à Ouesso

Une délégation de la Fondation Telema, conduite par son secrétaire général, Jesse Franck Goma, s'est rendue à Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha, pour faire un état des lieux des activités piscicoles réalisées par le projet Berger vert et mener une campagne de sensibilisation au troisième appel à projets et la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

Le projet Berger vert est mené dans la circonscription administrative de Ouesso par James Essounganzambé, la trentaine revolve, qui évolue dans le secteur piscicole. Il compte onze étangs fonctionnels dont chacun mesure quinze mètres sur dix-huit de longueur et cinq de hauteur, puis deux lacs de cinquante mètres sur vingt-cinq, en pleine réhabilitation. Le promoteur du projet Berger vert veut révolutionner le secteur de la pisciculture dans le département de la Sangha. « Nous effectuons régulièrement des missions de terrain. A Ouesso, nous avons vu un projet ambitieux et concret. Le jeune bénéficiaire des fonds de la Fondation Telema possède des étangs dont les poissons vont être commercialisés d'ici à février 2023 et a augmenté son effectif d'employés. Ce dernier compte également redimensionner ses étangs sur les parties inexploitées du site de son activité », a commenté la responsable du suivi évaluation de la Fondation Telema.

L'objectif de cette mission de terrain au village Peke était de suivre les réalisations du projet Berger vert mais aussi de sensibiliser, de faire la promo-



L'entretien d'un étang. Adiac

tion de l'entrepreneuriat des jeunes et de les informer du troisième appel à projets.

En effet, pour la Fondation Telema, un suivi optimal des promoteurs permet de voir leur évolution, afin de mieux les orienter, de prendre des décisions

adaptées pour éviter les dérives et de s'assurer que les ressources financières mises à la disposition des porteurs de projets sont utilisées à bon escient.

Outre la constatation des réalisations du projet Berger vert à Oues-

so, la Fondation a organisé sur place et à Oyo, dans le département de la Cuvette, deux séances de sensibilisation en faveur d'une cinquantaine de personnes. Elles se sont focalisées sur l'importance de l'entrepreneuriat, l'aide financière apportée aux jeunes

promoteurs de projets et le remplissage du formulaire de son troisième appel à projets. « Sentiments de satisfaction, de joie et de reconnaissance exprimés. Les participants à nos ateliers ont manifesté leur souhait d'être sélectionnés lors du troisième appel à projets pour bénéficier des fonds de la Fondation Telema. Dans la sous-préfecture d'Oyo, les participants ont émis le souhait d'être formés sur l'entrepreneuriat », a expliqué la responsable de suivi-évaluation.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la Fondation Telema accorde une grande importance aux projets innovants et créateurs d'emplois afin de favoriser la diversification de l'économie congolaise et résoudre l'épineux problème du chômage des jeunes.

« Son projet est innovant dans la mesure où il évite l'utilisation des pesticides et autres produits chimiques nuisibles à l'écosystème. De plus, les outils utilisés dans le cadre de son activité sont de nature à préserver l'environnement », a confirmé le secrétaire général de la Fondation Telema, Jesse Franck Goma.

Fortuné Ibara

FONCTION PUBLIQUE

L'enrôlement des agents civils de l'Etat se déroule normalement

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a effectué, le 23 décembre à Brazzaville, la ronde de quelques sites d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat, élargi aux enseignants volontaires et communautaires du ministère en charge de l'enseignement général.

A la tête d'une délégation composée, entre autres, des cadres des ministères impliqués, Firmin Ayessa voulait s'assurer si la date butoir du 27 janvier sera respectée et que les différents

des Mines, le ministre d'Etat a encouragé les fonctionnaires à se faire enrôler.

« L'enrôlement biométrique devrait consolider le recensement physique que nous

nous avons constaté au départ puisse se poursuivre jusqu'à la fin, parce que notre ambition est d'enrôler biométriquement l'ensemble des agents de notre administra-

tion, Gabriel Moussiengo, a exhorté Firmin Ayessa.

Selon lui, l'opération d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat, élargie aux enseignants volontaires et communautaires du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, est un défi du gouvernement et une préoccupation majeure du chef de l'Etat. Il assimile cette action qui vise la maîtrise des effectifs de la fonction publique à une opération de salubrité administrative. « C'est une opération vérité qui devrait sécuriser les agents de l'Etat pour que nous quittions le stade de soupçon parce qu'il paraît que dans notre fonction publique, il y a beaucoup d'agents fictifs. C'est pour le salut de l'administration de façon générale mais aussi des agents à partir du moment où ils vont passer cette étape pour s'assurer de ce qu'il n'y aura plus aucun soupçon », a conclu le ministre d'Etat.

Le coordonnateur de l'opé-

ration, Gabriel Moussiengo, a expliqué au ministre d'Etat quelques difficultés techniques rencontrées lors de la première semaine. Ceci sans une conséquence négative sur le reste du programme de l'opération lancée le 12 décembre dernier. « Il y a un engouement, les gens se présentent mais nous avons constaté que par rapport au nombre des fiches retirées, il y a un pourcentage assez élevé des agents qui ne sont pas revenus pour l'enrôlement biométrique », a-t-il expliqué.

Accompagnant le ministre d'Etat, le chargé du Projet des réformes intégrées du secteur public à la Banque mondiale, Ousmane Deme, s'est félicité du fait que les efforts déployés par les équipes du ministère de la Fonction publique, depuis des années, ont porté leur fruit avec le lancement de cette opération. « Je crois que c'est une opération qui est très ambitieuse et qui nous tient à cœur. Nous sommes très heureux de témoigner concrètement que les choses se passent et mais aussi de renouveler notre disponibilité, notre volonté de vous accompagner jusqu'à la fin de ce processus », a-t-il assuré.

Parfait Wilfried Douniama



Firmin Ayessa supervisant l'opération à la direction générale de l'industrie/Adiac

agents à enrôler maîtrisent bien l'esprit ainsi que la lettre de cette opération plus de deux semaines après. De la direction générale de l'Industrie à l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques, en passant par les ministères en charge de l'Aménagement du territoire et

avons eu à faire en 2016. Il faut que l'engouement que

tion. Le président de la République suit le déroulement

« C'est une opération vérité qui devrait sécuriser les agents de l'Etat pour que nous quittions le stade de soupçon parce qu'il paraît que dans notre fonction publique, il y a beaucoup d'agents fictifs. C'est pour le salut de l'administration de façon générale mais aussi des agents à partir du moment où ils vont passer cette étape pour s'assurer de ce qu'il n'y aura plus aucun soupçon »

La gestion du quota des personnes vivant avec handicap pose problème

Le collectif des personnes vivant avec handicap et les membres de certaines associations en charge de ces questions sont passés aux mains, le 23 décembre à Brazzaville, dans la cour du ministère la Justice. A l'origine de cette altercation, la gestion du quota d'intégration à la Fonction publique.

« Nous ne voulons plus que notre quota soit géré par des fonctionnaires. Si vous avez au sein de vos associations respectives des diplômés sans emplois, dirigez-les vers le collectif puisque nous ne voulons plus connaître le désordre que vous avez fait en vendant nos places aux non-concernés », a lâché un membre du collectif après l'échauffourée maîtrisée par les agents de la force publique en service au ministère.



Un regroupement du collectif des personnes vivant avec handicap/Adiac

En effet, une dizaine de personnes à mobilité réduite était visible dès la matinée au Jardin des droits de l'homme,

situé à quelques encablures du ministère en charge de la Fonction publique. Selon des témoignages, le collectif

s'est remonté du fait que les responsables des associations ayant géré des précédents quotas n'ont pas ho-

noré la rencontre prévue pour harmoniser les points de vue concernant la résolution de cette question. Ainsi, pris de colère, certains membres du collectif ont agressé leur collègue transportant le président d'une association des malvoyants à bord d'une moto tricycle.

« Nous vous avons attendu en vain, alors que vous vous rendez au ministère sans nous informer », a déploré un autre membre du collectif.

P.W.D.

CÉLÉBRATION

L'Institut Confucius fête ses dix ans d'implantation au Congo

La cérémonie marquant les dix ans d'implantation de l'Institut Confucius à Brazzaville a eu lieu le 22 décembre, sous les auspices de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Delphine Edith Emmanuel, en présence de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Chine en République du Congo, Ma Fulin, et du président de l'Université Marien-Ngouabi, le Pr Gontran Ondzotto.

Ouvert officiellement en 2013, l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi ne ménage jusqu'à ce jour aucun effort pour la promotion de la langue et la culture chinoises au Congo. Depuis lors, des Congolais manifestent de plus en plus le désir d'apprendre cette langue. Pour preuve, cet institut a reçu en 2018, et pour la première fois depuis sa création, plus de mille demandes d'inscriptions aux cours de langue chinoise, a fait savoir son directeur local, Antoine Ngakosso.

Dressant son bilan, Antoine Ngakosso a signifié que pour augmenter sa visibilité, son accessibilité et ses performances, l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi a réalisé durant les dix dernières années plusieurs activités, contribuant ainsi à son développement. Sur les plans pédagogique et culturel, chaque année cet institut réalise des cours de chinois jusqu'au niveau 5; tous les niveaux ayant six heures de cours par semaine pour un cycle de trois mois. Au cours de ses dix ans d'existence, l'Institut Confucius a enregistré globalement environ dix mille inscrits pour l'apprentissage du chinois. Hormis les cours, il organise depuis ce temps des tests internationaux de langue chinoise nommés HSK et HSKK et le taux de réussite moyen à ces différents tests est d'environ



La ministre, l'ambassadeur de Chine, le président de l'Université Marien-Ngouabi et autres personnalités posant pour la postérité/DR

90%.

En collaboration avec l'ambassade de Chine au Congo, chaque année l'Institut Confucius organise des tests de présélection du meilleur étudiant et du meilleur élève en langue chinoise en vue de leur participation à la compétition internationale de cette langue, « Passerelle vers le chinois ». Il a procédé aussi à l'ouverture, en janvier 2019, de son antenne à Pointe-Noire, deuxième plus grande ville et poumon économique du Congo. Ce projet a vu le jour grâce au soutien technique et financier du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation ainsi que de Feng BO, directeur général de la société chinoise Hengsheng transport et

logistique.

L'Institut Confucius a signé plusieurs accords de partenariat pour l'enseignement de la langue chinoise avec des institutions tant publiques que privées... « L'Institut Confucius de l'Université de Marien-Ngouabi sert de fenêtre qui nous permet de connaître sur place la Chine et ses coutumes, tout comme il sert aussi de pont qui facilite la bonne communication et renforce l'amitié durable entre les peuples congolais et chinois », a conclu Antoine Ngakosso.

Un anniversaire qui symbolise la solidité des relations entre la Chine et le Congo

Dans son mot de circonstance, la

ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué qu'au-delà du caractère festif de l'événement, elle s'est intéressée particulièrement à la dénomination de cet institut. Pourquoi se dénomme-t-il Confucius? Qui est cette illustre personnalité?, s'est-elle interrogée. En tentant de répondre à ces questions, Delphine Edith Emmanuel s'est trouvée dans l'obligation de visiter l'histoire de la Chine. C'est alors qu'elle s'est plongée dans les délices de l'érudition. Confucius, de son nom K'ungFu-Tzu, est le maître, le maître de la sagesse, la sagesse infinie qui n'a de limite que la connaissance! Confucius est la sagesse de la Chine, a expliqué le ministre.

Confucius, a-t-elle poursuivi, est à la fois philosophe, enseignant, érudit, moraliste et le père du système éducatif de la Chine. Il ressort de sa pensée transcrite dans les entretiens ou analectes par ses disciples que l'étude est déterminante pour la promotion sociale. Il est convaincu que l'être humain peut s'améliorer et se perfectionner à l'infini afin de modifier son destin. C'est ainsi qu'« Étudier, apprendre par l'expérience » est le premier axiome confucéen formulé dans les entretiens, a déclaré le Pr Delphine Emmanuel, précisant que de la sagesse légendaire de Confucius, elle retient ceci : « La connaissance est la clé de la sagesse » ; « Le silence est un ami qui ne trahit jamais » ; « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson ».

Avant d'ajouter : « L'on peut donc soutenir que cet anniversaire symbolise, d'une part, la solidité des relations entre la République du Congo et la République populaire de Chine liées par un accord de partenariat stratégique et vivifiées par leurs excellences messieurs les présidents Denis Sassou N'Guesso et Xi Jinping. D'autre part, cet anniversaire exprime la dissémination de la culture et de la langue chinoises en République du Congo ».

Bruno Okokana

AUTONOMISATION DE LA PERSONNE HANDICAPÉE

Des jeunes filles et femmes formées à l'entrepreneuriat

Des personnes handicapées de toutes catégories confondues ont reçu, le 22 décembre à Brazzaville, des attestations à l'issue de leur formation à l'entrepreneuriat, organisée par le collectif Liloba, une branche trans handicap qui lutte contre les violences ayant pour base le genre, animée par Gustavine Louzolo.



Les participantes à la formation posant avec les organisateurs/Adiac

Quarante-deux jeunes filles et femmes ont été formées en éducation et gestion financière, en entrepreneuriat adapté, en top vente, perlerie,... Une formation qui leur a permis d'acquérir des compétences dans le domaine du commerce afin d'être indépendantes et sortir de la mendicité.

Les enseignements ont été donnés par Cynthia Ndalla de l'Entreprise

développement, partenaire de l'Institut européen de coopération et de développement, ainsi que par la formatrice en perlerie, Carine Malanda.

Pour Cynthia Ndalla, l'enjeu était de transmettre les connaissances au même niveau de compréhension où l'approche pédagogique dans ce type de cas a été fondée sur les échanges et la mise en situation. La

formation a été également axée sur des cas concrets de chaque activité des bénéficiaires pour identifier les difficultés et les points qui bloquent leurs activités.

La cérémonie de remise des attestations s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des personnes vivant avec handicap, célébrée chaque 3 décembre dans le monde. Cette

année, le thème général a été « Des solutions transformatrices pour un développement inclusif : rôle de l'innovation pour alimenter un monde accessible et équitable ». Pour des raisons de calendrier, cette journée a été célébrée en différé sur le plan local par le collectif Liloba sur le thème « La formation, béquille de la personne handicapée », sous le signe de la journée du mérite citoyen. Les formatrices de cette formation ont, à cette occasion reçu, des tableaux d'art pour leur dévouement.

L'animatrice principale du collectif Liloba, Gustavine Louzolo, a annoncé les perspectives de 2023 parmi lesquelles la formation de 58 jeunes filles et femmes handicapées. L'objectif est d'atteindre la formation de cent jeunes handicapées et les inciter à la culture d'épargne et autres opérations bancaires. « Ceci exige un engagement politique partagé, permanent et un relais énergétique du gouvernement et

des partenaires techniques et financiers », a-t-elle dit.

Par ailleurs, Gustavine Louzolo a invité tous les membres du collectif à donner leur appui afin de relever le défi de la lutte farouche contre la pauvreté en milieu des personnes vivant avec handicap.

De son côté, le coordonnateur national du collectif, Emmanuel Bati, a invité les jeunes filles et femmes handicapées à la formation et à entreprendre dans tous les domaines. Notons que la cérémonie a été ponctuée d'un documentaire réalisé par les femmes sur l'autonomie et la lecture du message du secrétaire général des Nations unies délivré à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, lu par le responsable du Centre d'information des Nations unies, Prosper Mihindou Ngoma. Un message qui met l'accent sur le rôle que joue l'innovation pour rendre le monde accessible et équitable.

Lydie Oko

TRIBUNE LIBRE

Hommage à Camille Bongou

Camille Bongou est sans conteste, pour notre époque, une des grandes figures du champ politique national de notre pays, le Congo. Acteur politique de haut niveau de conviction, c'est aussi un homme intègre. Il privilégie le débat d'idées, la conciliation des contraires – c'est un philosophe – et l'intérêt général. Il apparaît comme un personnage multidimensionnel; il aura opéré d'importantes mutations dans son existence. De militant intellectuel, d'enseignant de français, d'histoire et de philosophie, de lieutenant de l'Armée nationale populaire, de marxiste léniniste, idéologue d'extrême gauche du Parti congolais du travail (PCT) dont il est cofondateur et puissant numéro deux à la suite du troisième congrès, à la sociale démocratie, ce grand homme politique se reconvertit dans le champ économique, la délicate et difficile gestion des affaires : directeur des Editions presse et culture. On doit, en outre, mentionner qu'en qualité de secrétaire général près de la présidence du Comité central du PCT, il impressionne par le choix de ses collaborateurs ; il sait s'entourer des meilleurs cadres de la nation, même n'émargeant pas à son parti.

Je n'ai nullement la prétention ni les qualités requises pour présenter l'exhaustivité du personnage Camille Bongou. Mais, j'ai rencontré l'homme. Notre rapport se déroule en deux époques.

D'abord en 1966, lorsque je fus élève en classe de seconde au lycée Pierre-Savorgnan-de-

Brazza. Pendant les récréations, j'allais souvent voir Norbert Ngoua, mon ancien professeur de français au collège Champagnat de Makoua, qui ne cessait de me gêner en m'achetant des « mikaté ». Ce fut à plusieurs de ces occasions que je rencontrais pour la première fois Camille Bongou. Il était un ami intime de Norbert Ngoua. Ils étaient étudiants à l'Ecole normale supérieure, située à l'époque dans les enceintes actuelles de la Faculté des sciences économiques.

Ensuite, bien plus tard, après la guerre du 5 juin 1997, dans le tourbillon et la tourmente des règlements de compte tous azimuts, il m'est recommandé de prendre attache avec deux personnalités politiques du Congo, dont Camille Bongou.

Ainsi, j'ai rencontré un homme énigmatique par son aspect extérieur. Il a l'allure semblable à un moine -humble, calme et pondéré - certainement marqué par une adolescence – quatre années passées à Makoua - chez « Les frères maristes » canadiens, une congrégation religieuse catholique fondée par le père Marcellin Champagnat. Il me paraît redoutable et désarmant car, à la fois il est rigoureux et à la fois il est détendant par un sourire en coin permanent. En réalité, c'est un homme entier, sans fard ni emphase. Il est lui-même et n'en veut à personne quoi qu'il arrive. Oui, il est une de ces rares espèces qui ne peuvent éternellement en vouloir à ceux qui lui ont causé du tort.

Capable de souffrir en silence son calvaire, capable de sublimation et de conciliation et se situant au dessus des clivages ethno - régionaux, Camille Bongou aurait pu rendre à la nation le meilleur de lui ; il aurait pu servir de liant entre les différentes composantes politiques diverses, adverses, opposées et voire antagonistes de notre pays, et sauvegarder les intérêts de tout le monde, y compris ceux de ses ennemis politiques.

En fin de compte, pour les personnes de ma génération, Camille Bongou fait partie de nos aînés, de nos grands-frères, adulés par nous les cadets, les petits-frères et fiers de l'être. C'est une génération glorieuse, pleine d'allant, euphorique, celle qui arrive à maturation dans l'enthousiasmante période de l'indépendance de notre pays et qui s'octroie ardemment de grands défis nationaux à réaliser. Ces « vingténaires » sont proches de nous et constituent, pour nous, nos modèles, nos vedettes, nos stars à envier, à aduler, à copier et à surpasser.

Au-dessus de cette génération, se classe celle de la jeune élite, des intellectuels qualifiés, des jeunes loups ambitieux, exemplaires, admirables, qui apparaissent comme des super stars, des monstres sacrés et inaccessibles à nous qui les défions. Ce sont des showmen de la trempe des Pascal Lissouba, Paul Kaya, Bernard Galiba, ...

Le sommet de l'édifice Congo, de la pyramide politico-administrative, est constitué par la

génération des grands esprits, puissants, mythiques et vénérés, les « pères » de l'indépendance : les Fulbert Youlou, Jacques Opangault, Stéphane Tchitchellé, Simon-Pierre Kingounga - Ngot, ...

Dans la première décennie de l'indépendance, celle des Camille Bongou, le Congo, plutôt Brazzaville, brille de mille feux étincelants : les feux des bars dancing endiablés et des orchestres célèbres, les feux des soirées d'animations des associations féminines, les feux des équipes de football, les feux des réussites aux examens scolaires...

Dans cette atmosphère emballante, le rêve était permis. Le rêve s'imposait. D'ailleurs, il fallait rêver. Rêver d'un destin. Rêver d'un certain Congo.

Ce jour, c'est la réalité imparable, la fin des rêves de mon cher aîné, Camille Bongou.

Je ne pleure pas l'homme Camille Bongou. L'être est périssable. L'homme, je l'ai pleuré de son vivant. De son vivant, j'ai pleuré le destin d'un homme normal.

Quel gâchis humain !

J'ai pleuré sur le Congo, mon pays, sur un dessein national brisé.

Quel gâchis politique !

Je pleure sur les discours élogieux et la reconnaissance à titre posthume.

Quelle désolation !

Adieu ya Camille, adieu yaya, adieu. Repose en paix.

Claude-Richard M'Bissa



ASSOCIATION DES ANCIENS ENFANTS DE TROUPE

NÉCROLOGIE

Le président du bureau exécutif national de l'association des Anciens enfants de troupe du Congo (AET) informe toute la communauté des anciens enfants de troupe, du décès de l'AET Aaron Nkakou, matricule 632 de la promotion des grands anciens, survenu le 12 décembre 2022 en France.

La veillée funèbre se tient à son domicile situé derrière l'ambassade de la République centrafricaine en République du Congo.

Toutes les dispositions inhérentes à l'inhumation de ce vénérable grand ancien seront communiquées ultérieurement.



Le personnel de Conseimo-Etudes, Mme Loukoula Denise et la famille Bassala ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances du décès de leur frère, oncle et père Pascal Bassala, le 19 décembre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient sur la rue Mpika au n°19 quartier Météo à Makélékélé.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

SÉCURITÉ MARITIME

Le Congo sollicite l'appui technique de la Turquie

Le secrétaire permanent de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck, a sollicité, lors de son entrevue avec l'ambassadeur de Turquie au Congo, Serhan Yigit, le 20 décembre à Brazzaville, l'appui de ce pays par rapport aux opportunités en matière de formation, d'équipements en vue du rayonnement de l'institution qu'il dirige.

Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck et Serhan Yigit ont examiné les possibilités ainsi que les modalités de la coopération technique utile à l'accompagnement de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. « *La mer et les eaux continentales sont des enjeux d'opportunités, mais il faut faire attention, parce que des situations de piraterie, de criminalité ou encore de pêche illicite non déclarée, non réglementée, peuvent surgir. Pour toutes ces raisons, nous avons besoin et nous aurons toujours besoin de l'accompagnement de nos partenaires* », a indiqué Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck. La création du ministère de l'Economie fluviale et des Voies navigables prouve la volonté du président de la République de donner une importance au fleuve, selon lui, car l'action du secrétariat permanent concerne la mer et le fleuve.

Outre la formation et l'équipement, ce que la Turquie pourrait apporter contribuera à l'épanouissement de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, à en croire le secrétaire permanent qui a, par ailleurs, souligné que le sujet sur l'économie bleue est d'actualité, mais il n'aurait pas son sens si les moyens pour répondre aux attentes des



Dibas-Franck échangeant avec l'ambassadeur turc, Serhan Yigit/Adiac

Congolais ne sont pas effectifs.

Satisfaction

Le secrétaire permanent s'est dit satisfait de l'engagement de la Turquie à appuyer le Congo. Il a ainsi rappelé des réalisations de ce pays en matière des eaux

ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique qui aura sans nul doute des aspects concernant l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. Le second est relatif au Memorandum d'entente sur la pêche. Pour que celui-ci

secteur de la pêche. Il y a déjà eu trois commissions mixtes de coopération et la quatrième est attendue pour 2023.

L'ambassadeur turc satisfait

De son côté, l'ambassadeur turc a salué le fait que sa lanterne a

connaissance des prérogatives qui s'étendent sur plusieurs domaines. A cet effet, il a exhorté Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck à définir les actes à concrétiser dans le cadre de cette coopération, en soulignant en même temps que son rôle de coordonnateur est de travailler avec un certain nombre de ministères. D'où l'intérêt d'associer le secrétariat permanent à la tenue des commissions mixtes et aux activités qui concernent le Memorandum d'entente sur la pêche.

Le secrétaire permanent a profité de mettre à la disposition du diplomate turc un exemplaire de la revue congolaise qu'il dirige, «Les transports maritimes», transformée en revue africaine des affaires maritimes et des transports en raison de la mondialisation des questions traitées. Cette parution contribue à la visibilité des actions menées pour l'intérêt du Congo

Il convient de rappeler que l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales inclut une mission de veille juridique. Elle est organisée autour d'un comité Interministériel composé de seize ministères, placé sous la présidence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, assisté du secrétariat permanent.

Rominique Makaya

« La mer et les eaux continentales sont des enjeux d'opportunités, mais il faut faire attention, parce que des situations de piraterie, de criminalité ou encore de pêche illicite non déclarée, non réglementée, peuvent surgir. Pour toutes ces raisons, nous avons besoin et nous aurons toujours besoin de l'accompagnement de nos partenaires »

maritimes et continentales en relevant sur deux accords. Le premier qui porte sur la coopération entre le Conseil scientifique et technologique de la Turquie et le

peut produire des effets, le secrétariat permanent a un rôle à jouer afin d'accompagner les deux parties, principalement le

été éclairée lors de cet échange sur les missions du secrétariat permanent de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales dont il n'avait pas la

AFRIQUE-TURQUIE

Des relations économiques équitables selon le président turc

Le volume des échanges commerciaux entre l'Afrique et la Turquie a augmenté de 42% en 2022 par rapport à 2021, passant de 380 à 540 millions de dollars.

« Nous nous efforçons à développer nos relations économiques avec l'Afrique de manière équitable et équilibrée (...) sur une base gagnant-gagnant », a déclaré le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui animait une conférence de presse conjointe avec son homologue sénégalais, Macky Sall, en visite de travail en Turquie. Il s'est dit heureux d'accueillir le président Macky Sall et sa délégation. Il a rappelé sa visite à Dakar, en février dernier, lors de laquelle le nouveau bâtiment de l'ambassade de Turquie a été inauguré avant d'ajouter :

« Le volume de nos échanges commerciaux a augmenté de 42% en 2022 par rapport à 2021, passant de 380 à 540 millions de dollars », avant d'assurer que les échanges avec le Sénégal progresseront dans tous les domaines, puis il a insisté sur le fait que son pays sera toujours aux côtés du peuple sénégalais.

N.Nd.

LOGISTIQUE PORTUAIRE

Bolloré finalise la cession de ses ports en Afrique

Le groupe diversifié Bolloré a annoncé la finalisation de la vente de ses activités portuaires et logistiques en Afrique à l'armateur italo-suisse, Mediterranean Shipping Company (MSC). Une opération réalisée avec plusieurs mois d'avance sur le calendrier initial et qui lui rapporte plus de 5 milliards d'euros.

« Bolloré SE annonce la réalisation en date de ce jour de la cession au Groupe MSC de 100 % de Bolloré Africa Logistics, regroupant l'ensemble des activités de transport et logistique du groupe Bolloré en Afrique, sur la base d'une valeur d'entreprise nette des intérêts minoritaires de 5,7 milliards d'euros », indique le groupe français. Le prix de cession des actions s'établit à 5,1 milliards d'euros auxquels s'ajoutent 600 millions d'euros de remboursement de comptes courants. Bolloré Africa Logistics possède des infrastructures dans de nombreux pays africains, parmi lesquelles un réseau de seize concessions portuaires, des entrepôts et des hubs routiers et ferroviaires. En 2021, cette branche emblématique du groupe Bolloré et plus rentable que la logistique internationale a vu ses revenus bondir de 8% à 2,2 milliards d'euros.

Mais, confronté à des investissements de plus en plus coûteux et à la concurrence grandissante des opérateurs chinois, le groupe de Vincent Bolloré souhaitait la vendre. Bien avant les médias, la logistique et l'Afrique ont fait la fortune de l'homme d'affaires breton qui a pris en 1986 le contrôle de la Société commerciale d'affrètement et de combustible au moment de sa privatisation. Bolloré Africa Logistics était de plus au cœur de scandales de corruptions au Togo et en Guinée pour lesquels le groupe avait accepté, en 2021, de payer une amende de 12 millions d'euros à la justice française et d'être suivi par l'Agence française anticorruption. Le groupe actionnaire de Vivendi « conservera une présence importante en Afrique, notamment à travers Canal+, et poursuivra également ses développements sur ce continent dans de nombreux secteurs comme la communication, le divertissement,

les télécoms et l'édition », selon son communiqué.

Basé à Genève, l'acheteur MSC appartient à la famille italienne Aponte et revendique une flotte de 560 navires et plus de 100 000 employés, avec la gestion de terminaux à Singapour, Long Beach (Californie) ou Rotterdam. Tout en se retirant des activités portuaires, le Français Vincent Bolloré annonce qu'il conservera cependant tout de même « une présence importante en Afrique », dans des secteurs comme la communication, le divertissement, les télécoms et l'édition, notamment à travers Canal+. De son côté, MSC a confirmé avoir finalisé l'acquisition de Bolloré Africa Logistics, tout en réitérant que la nouvelle entité exercera « en tant qu'entité autonome avec son portefeuille de partenaires diversifiés, sous une nouvelle marque qui sera dévoilée en 2023 ».

Noël Ndong

COVID-19

Un demi-million de personnes infectées en Chine

Un demi-million de personnes sont infectées quotidiennement par la covid dans la seule ville chinoise de Qingdao, a rapporté un responsable municipal dans un article rapidement censuré, montrant que les statistiques ne reflètent pas la vague de contaminations inédite qui s'abat sur le pays.

Début décembre, sur fond d'exaspération grandissante de la population, Pékin a mis fin à la plupart des mesures sanitaires strictes de la politique «zéro covid» qu'elle appliquait scrupuleusement depuis 2020, en supprimant les quarantaines onéreuses et les restrictions de voyage à l'impact considérable sur l'économie chinoise.

Depuis, les cas de covid en Chine explosent et une grande partie des habitants est livrée à elle-même, au moment où les médicaments contre la fièvre et les autotests font défaut face à une demande exponentielle.

A travers tout le pays, les villes s'efforcent de faire face à la recrudescence des infections qui ont vidé les rayons des pharmacies et rempli les salles d'hôpital, tout en contribuant à un apparent engorgement des crématoriums.

Mais la fin du dépistage obligatoire rend extrêmement difficile voire impossible d'estimer le nombre de cas, tandis que les autorités ont changé de méthodologie pour recenser les in-

fections. Désormais, seules les personnes directement mortes d'une insuffisance respiratoire liée à la covid-19 sont comptabilisées. Une méthodologie qui vise, selon des experts, à réduire le nombre de morts attribuées à la pandémie.

Or, dans la ville de Qingdao, dans l'Est du pays, un organe de presse géré par le Parti communiste a cité vendredi le responsable municipal de la santé, selon lequel la ville portuaire enregistrerait «entre 490 000 et 530 000» nouveaux cas par jour.

«Transmission rapide»

La ville d'environ 10 millions d'habitants se trouve «dans une période de transmission rapide avant de s'approcher d'un pic», a déclaré Bo Tao, cité dans l'article, en ajoutant que le taux d'infection devrait augmenter encore de 10% au cours du week-end.

L'article a été partagé par plusieurs autres organes de presse mais il avait été modifié samedi matin pour en supprimer les chiffres.

Le ministère chinois de la Santé a rapporté samedi 4 103 nouvelles infections dans tout le pays la veille, sans aucun nouveau décès. Dans le Shandong, la province où se trouve Qingdao, les autorités n'ont officiellement enregistré que 31 nouveaux cas. Le gouvernement chinois exerce un contrôle strict sur les médias du pays, avec des légions de censeurs en ligne chargés de supprimer les contenus jugés politiquement sensibles. La plupart des publications gouvernementales ont minimisé la gravité de la vague de contaminations, décrivant plutôt l'abandon de la politique «zéro covid» comme une mesure logique et contrôlée.

Si certains médias ont évoqué des pénuries de médicaments et des hôpitaux sous tension, les estimations du nombre réel de cas restent rares.

Le gouvernement de la province orientale de Jiangxi a rapporté vendredi dans un message sur les réseaux sociaux que 80% de sa population - soit environ 36 millions de personnes - serait in-

fectée d'ici mars.

Plus de 18 000 patients atteints de covid ont été admis dans les principaux établissements de santé de la province au cours des deux dernières semaines, dont près de 500 cas graves, mais aucun décès n'a été déploré, selon le communiqué.

«Sans précédent dans l'histoire» Certains signes indiquent que les infrastructures restent sous pression en ce début de week-end, tandis que certains responsables régionaux de la santé ont prévenu que le pire était à venir. Le centre manufacturier de Dongguan, dans le Sud du pays, a déclaré vendredi que la modélisation de l'épidémie indiquait jusqu'à 300 000 nouvelles infections par jour, ajoutant que le rythme s'accélérait de plus en plus.

«Nombre d'infrastructures et de personnels médicaux sont confrontés à de graves difficultés et à une pression énorme, sans précédent dans l'histoire», selon un communiqué du bureau de la santé de cette ville de 10,5 millions d'habitants.

Le bureau a également publié une vidéo montrant des patients reliés à des perfusions intraveineuses faisant la queue devant une clinique, ou encore un médecin dormant sur son bureau après avoir travaillé tard dans la nuit pendant plusieurs jours d'affilée.

Un responsable de la santé à Hainan a déclaré vendredi que la province insulaire atteindrait «très bientôt» un pic d'infection. Dans la mégapole orientale de Shanghai, plus de 40 000 patients ont été traités pour des «fièvres», selon le «Quotidien du peuple», un journal d'Etat.

Les autorités de Chongqing, mégapole du centre frappée par une explosion de cas, ont lancé une campagne d'administration de vaccins inhalables.

Les journalistes de l'AFP présents dans cette ville de 32 millions d'habitants ont vu des hôpitaux déborder de patients, pour la plupart âgés, porteurs de la covid, et des dizaines de corps être déchargés dans des crématoriums.

D'après AFP

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

BURKINA FASO

La coordonnatrice de l'ONU expulsée

Dans un communiqué publié le 23 décembre, les autorités burkinabè ont demandé à la coordonnatrice de l'Organisation des Nations unies (ONU), Barbara Manzi, de quitter le pays dans les plus brefs délais.

« Mme Barbara Manzi, coordinatrice résidente du système des Nations unies, est déclarée persona non grata sur le territoire du Burkina Faso », précise un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Selon une source diplomatique, l'expulsion de Barbara Manzi est justifiée par le fait qu'elle aurait récemment « demandé et obtenu le retrait du personnel non essentiel du système des Nations unies du Burkina ». Une autre source diplomatique a indiqué qu'une « longue liste de récriminations a conduit la diplomatie burkinabè à prendre ses responsabilités ». Il est aussi reproché à Barbara Manzi une « tentative d'influence négative et de s'immiscer dans les affaires politiques du Burkina ».

Le ministère des Affaires étrangères indique que « Barbara Manzi prédisait le chaos au Burkina Faso dans les prochains mois ». Elle aurait « décidé unilatéralement l'évacuation des

familles de diplomates à Ouagadougou » à cause du contexte sécuritaire qu'elle jugeait « préoccupant ». Or, « aucun indicateur ne montre que Ouagadougou est invivable », poursuit le communiqué signé par la ministre Olivia Rouamba. « C'est jeter le discrédit, ternir l'image du pays et décourager les potentiels investisseurs. C'est inconcevable et nous devons prendre nos responsabilités », a affirmé la ministre des Affaires étrangères.

Toutefois, elle a souhaité faire la différence entre « la personne de Mme Manzi et l'ONU », avec laquelle le Burkina « garde toujours

poste depuis août 2021. Elle avait présenté ses lettres de créances à l'ancien président Roch Marc Christian Kaboré, renversé en janvier 2022 par un putsch militaire. Le Burkina Faso est dirigé depuis fin septembre par le capitaine Ibrahim Traoré, auteur d'un coup d'État militaire.

Son Premier ministre, Apollinaire Kyélem de Tembela, avait souhaité mi-novembre « diversifier les relations de partenariat jusqu'à trouver la bonne formule pour les intérêts du Burkina Faso ». La question d'un éventuel rapprochement avec la Russie se pose notamment depuis le coup



Barbara Manzi, coordonnatrice de l'ONU

n'avaient « pas toujours été loyaux », sans citer de pays. En juillet, le Mali, pays voisin du Burkina, également

role de la Mission des Nations unies au Mali, pour avoir publié, selon la junte au pouvoir, des « informations inacceptables » au lendemain de l'arrestation de quarante-neuf soldats ivoiriens à Bamako.

L'expulsion de la coordonnatrice de l'ONU, Barbara Manzi, intervient quelques jours après celle de deux Français qui travaillaient pour une société burkinabè. Ils étaient soupçonnés par les autorités locales d'être des espions.

Yvette Reine Nzaba

«...Jeter le discrédit, ternir l'image du pays et décourager les potentiels investisseurs. C'est inconcevable et nous devons prendre nos responsabilités »

une très bonne coopération. »

Barbara Manzi occupait le

d'État. Le Premier ministre avait également affirmé que « certains partenaires »

pris dans une grave crise sécuritaire, avait expulsé Olivier Salgado, le porte-pa-

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

La directrice générale souhaite moins de concentration des industries clés

Ngozi Okonjo-Iweala, directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), s'est prononcée, lors d'une table ronde organisée par le Fonds monétaire international, en faveur d'une «déconcentration» des industries afin de construire des « chaînes d'approvisionnement plus résistantes ».

La patronne de l'OMC, prenant le cas de l'Afrique, a souligné que le continent devait importer «99% de ses vaccins et 95% de ses produits pharmaceutiques», faute d'une industrie ayant pour base le continent. Or, durant la pandémie de covid, «lorsque Covax (initiative visant à assurer un accès équitable au vaccin, Ndlr) a eu l'argent pour importer des vaccins, ce n'était pas possible à cause des restrictions à l'exportation » imposées par les pays producteurs, a rappelé Ngozi Okonjo-Iweala.

«Pourquoi ne pouvons-nous pas déconcentrer et diversifier la fabrication vers ces pays ? Nous aurions des chaînes d'approvisionnement réellement mondiales, diversifiées

et plus résistantes », a insisté la directrice générale de l'OMC, ajoutant que « les chaînes d'approvisionnement pour certains produits sont aujourd'hui extrêmement concentrées », puis rappelant que «80% des vaccins sont exportés par dix pays», une situation que l'on retrouve concernant les panneaux solaires ou les micro-processeurs. «Nous devons adapter

les règles commerciales de manière à faire avancer l'idée que l'on peut aussi produire dans les pays en développement. Nous n'avons pas à être uniquement des exportateurs de matières premières», a-t-elle appuyé.

Des tensions géopolitiques

Ngozi Okonjo-Iweala a cependant pré-

venu du risque de «fragmentation» et de «découplage» de l'économie mondiale, conséquences «des nombreuses tensions géopolitiques actuelles». «Si nous nous retrouvons avec des blocs commerciaux rivaux, nous ne pourrions pas, j'insiste sur ce point, régler les problèmes auxquels nous faisons face actuellement et qui nécessitent une pleine coopération», a-t-elle prévenu. «Mon message est que nous devons appréhender le réchauffement climatique, mais aussi d'autres défis comme la prochaine pandémie, de manière collaborative », a martelé Ngozi Okonjo-Iweala, ajoutant qu'«en la matière le commerce peut être un facilitateur».

Noël Ndong

«Nous devons adapter les règles commerciales de manière à faire avancer l'idée que l'on peut aussi produire dans les pays en développement. Nous n'avons pas à être uniquement des exportateurs de matières premières»,

COMMUNE DE BANDALUNGWA

La Rawbank vole au secours des sinistrés des dernières pluies

La RawBank a remis, le 23 décembre, des dons à une centaine de familles de la commune de Bandalungwa, victimes des dernières pluies qui ont causé des dégâts humains et matériels dans la ville-province de Kinshasa. Dans les kits remis à chaque représentant de ces familles, il y a eu une enveloppe contenant une somme d'argent, des pagnes et T-shirt, des sacs pour écoliers, des paquets de cahiers et des cartons de stylos ainsi que des savons.

Le chef d'agence RawBank/Bandalungwa, Alain Massembé, expliquant le geste, a indiqué que cette action entre dans le cadre de la politique sociétale d'entreprise de cette institution bancaire, qui a pensé soutenir cette population du quartier Makelele, secouée par les dernières pluies diluviennes. « *Nous nous sommes retrouvés ici pour pouvoir leur apporter notre assistance, en vue de partager avec eux le souci causé par ce drame. Nous leur avons apporté cette enveloppe en vue de leur permettre de passer les festivités de fin d'année avec sourire* », a-t-il fait savoir.

Cette volonté d'apporter le sourire à la population qui constitue la clientèle de cette institution bancaire a également été soulignée par la responsable de la Communication institutionnelle chez RawBank, Rita Masengu. « *Il y a une joie de nous rencontrer à la veille de Noël ; bien que cela soit dans un moment de tristesse* », a-t-elle dit, ajoutant : « *Nous vous attendons dans nos guichets pour continuer à cheminer avec vous* ».

Un geste qui tombe à point nommé

Le bourgmestre de la commune de Bandalungwa, Baylon-Thierry Gaibene, a salué ce geste de la RawBank, qui



tombe au moment où ces familles en avaient le plus besoin. L'autorité urbaine a fait savoir que ce geste est venu comme un appui aux efforts fournis par le gouvernement en vue de soutenir ces familles sinistrées. « *Vous êtes parmi ceux qui ont subi des dégâts et ont perdu des biens. L'Etat ne vous a pas oubliés. Et, la première banque congolaise a répondu à vos cris et est venue au secours* », a affirmé le bourgmestre, soulignant le symbolisme de ce geste posé par RawBank.

Il a également profité de cet instant pour rappeler à ces familles les notions sur le réchauffement climatique et ses

conséquences sur la planète. Le sourire était visible sur le visage des bénéficiaires qui ont dit que cette surprise a été très agréable pour chacun d'eux.

Ne pouvant satisfaire toutes les victimes de ces pluies, les représentants de l'institution bancaire ont été embarrassés devant la foule qui a envahi la salle polyvalente de la commune de Bandalungwa. Mais, la symbolique de ce geste était très forte, les cent familles qui en ont bénéficié ont promis de se constituer ambassadeurs de cette banque en vue de transmettre ce message d'amour à d'autres du quartier Makelele.

Lucien Dianzenza

NORD-KIVU

Le M23 se désengage de la localité de Kibumba

Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont remis, le 23 décembre, leurs positions de Kibumba aux militaires de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).

Les lignes sont en train de bouger au front de Kibumba, localité au porte de Goma, conquise mi-novembre par la rébellion du M23, se revitalisant aujourd'hui suite au retrait des troupes de ce groupe armé. En effet, c'est depuis le 23 décembre que les rebelles du M23 ont amorcé, « au nom de la paix », leur retrait de cette position stratégique. Ceci est la résultante des concertations

que les cadres de ce mouvement armé ont eu le même jour avec les commandants de la force régionale de la CAE.

Il était question, pour cette rébellion, de remettre officiellement cette zone qu'elle occupait à la force régionale après son acceptation de retrait. Il s'agit d'un geste de bonne volonté traduisant l'aspiration du M23 à la paix, ainsi que l'a déclaré le « colonel » John Nzenze. « *Ce geste de bonne volonté que le M23 fait aujourd'hui, c'est au nom de la paix et s'inscrit parmi les recommandations issues du mini-sommet des chefs d'États tenu à Luanda, le 23 novembre 2022* », a déclaré ce représentant de la rébellion,

« Nous voulons aussi assurer la sécurité de la population et des activités humanitaires. Nous n'allons pas accepter qu'on tue la population civile ou qu'on viole nos mamans »

lors de la cérémonie qui s'est tenue dans la Cour du bureau administratif de la commune rurale de Kibumba.

Pour le général Jeff Nyagah, commandant de la force de la CAE, c'est un « début et un signe positif pour le rétablissement de la paix dans l'Est du Congo-Kinshasa ». Et d'ajouter : « *Nous voulons aussi assurer la sécurité de la population et des activités humanitaires. Nous n'allons pas accepter qu'on tue la population civile ou qu'on viole nos mamans* », tout en appelant les personnes ayant fui Kibumba à regagner la localité.

Malgré tout, constatent maints observateurs, le M23 continue à occuper de grandes localités sur le long de la Route nationale 2, notamment Rutshuru-centre, Kiwanja ainsi que la stratégique cité de Bunagana, à la frontière avec l'Ouganda.

Alain Diasso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



MUSIQUE URBAINE

La chanson "TBG" disponible en vidéo

Présente sur toutes les plateformes digitales depuis le 15 juillet dernier en version audio, la mixtape "TBG" sera disponible en version vidéo le 25 décembre sur la chaîne YouTube de l'artiste Snifeur B.

"TBG" est l'un des morceaux de la prochaine mixtape de Snifeur B, de son vrai nom Henri Kenaka. Cette mixtape de huit titres intitulée « Tchouaagy for life » sera disponible en février 2023. Produite par le label Tchouaag musik, la chanson "TBG" qui veut dire «Tchouaagy boy, Tchouaagy girl», dont le clip vidéo sera disponible le 25 décembre, est écrite pour une personne beaucoup à l'écoute et déterminée à atteindre ses objectifs. Aimante, souriante, elle a un cœur saignant à la fois de joie et de tristesse. En gros, "TBG" parle de la vie des Tchouaagy's. Tchouaagy étant une personne surdouée mais aussi pire qu'un gangster avec un caractère impossible à distinguer. Bref, c'est une personne incertaine.

Un parcours musical promettant

C'est en 2013 que Snifeur B a débuté sa carrière musicale dans le groupe TMB avec son frère Riismoo, en France. L'année suivante, cha-



cun d'eux a fait sa route, décidant d'évoluer en carrière solo. Cette aventure a été positive pour Snifeur B car il a réussi à mettre sur le marché du disque deux mixtapes : "Bulgari" en 2016 et "Nigrum Umbra" en 2018. En 2020, il a lancé un album qui lui a fait connaître du grand public. Avec le peu d'argent qu'il a reçu dans ses royalties, il a ouvert la même année un label dénommé « Tchouaag Musik », à Brazzaville, qui a connu un succès énorme. Après un léger temps mort, Snifeur B est revenu à la charge, cette fois-ci dans la production. Il a produit « IND le Brazzafou », « Soulda man » et bien d'autres. Comme si cela ne suffisait pas, en mars dernier il est revenu sur la scène avec un freestyle vidéo « Varcle 4 », disponible sur YouTube, ensuite il a fait sortir le premier extrait de sa prochaine mixtape nommé « Incertitude » qui a vu le jour le 6 mai. Ce 25 décembre, il va lancer le deuxième clip de sa mixtape « TBG ».

Bruno Okokana

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires fables de la France ex-colonies de la poésie postcoloniale. Je réside dans les mots droits, des mots chevillés qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays ni appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots ombragés quand se givent par la tonnerre pendant l'été et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le couloir de vie avec tant de bagages.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Costeau sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Pseudo-études pour Jean-Blaize Bilombo Sambo" (2013), de "Les Fragments sauvegardés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (italien français) en 2019, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent TENGU

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

POESIES DES CINQ CONTINENTS

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface du Dr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Préface de Jean-François WOLFF, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Construction

Noëilly Galoy

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Edilivre

Sorel Etang

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES

pub

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

L'Harmattan

Placide MOUNDOUOU

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

NOËL

La fête de la nativité célébrée sous le signe de la repentance

Une journée de repentance a été organisée le 23 décembre au siège de l'Association SOS aux mineurs (Asosm), dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, Emery-Patrice-Lumumba, par l'association éponyme en partenariat avec l'Association pour la paix et le développement du Congo (APDC).



Cultiver l'esprit de partage/Adiac

C'est sur le thème «La nativité en faveur de l'éducation responsable des jeunes» qu'a eu lieu l'activité ayant réuni les responsables administratifs et du monde éducatif ainsi que les organisations non gouvernementales, les chefs de quartier, les élèves...

En recevant ses hôtes, Bernadette Pembé, présidente de l'Asom et servante de Dieu, a dit que c'est une révélation divine qui l'a amenée à initier cette activité pour la première fois en associant plusieurs différentes confessions religieuses qui prieront le 29 et le 31 décembre pour la repentance.

Quant à Bildad Eliphaz Sieté, secrétaire général de la pro-

tection sociale, président de l'APD et serviteur de Dieu, il a indiqué que le «Congo doit se réconcilier avec lui-même. Il doit se réconcilier avec son histoire par le devoir de mémoire et avec son peuple par nécessité implicite pour espérer bénéficier la clémence du Seigneur».

Au cours de cette activité, l'aumônier Jérôme Magnokou a exhorté l'assistance à cultiver l'esprit de partage, de compassion et d'empathie. De nombreux partenaires ont loué l'initiative et demandé à l'Asom de la pérenniser et surtout de vulgariser davantage ses actions pour le bien de tous.

Signalons que la journée de la repentance a pour objectif de

susciter un encadrement viable et une éducation responsable des jeunes à travers un mea culpa des parents issu du regret conscient des errements ayant favorisé l'aliénation mentale de la jeunesse. Cette journée a aussi pour but de faire prendre conscience des conséquences négatives de l'inconduite parentale sur les jeunes aux responsables des organisations de la société civile et sur la population, de ramener la population à l'amour originel de manière à favoriser l'encadrement judicieux des jeunes, de susciter des bonnes pratiques, l'amour du prochain, la tolérance et le vivre ensemble.

Hervé Brice Mampouya

VIVRE ENSEMBLE

Edith Vérone Dibas-Franck organise un repas de fin d'année à Tchiamba-Nzassi

Edith Vérone Dibas-Franck a organisé, le 23 décembre à son domicile familial dans la communauté urbaine de Tchiamba-Nzassi, à Pointe-Noire, un repas de fin d'année de remerciement à cette population qui l'a portée au rang de conseillère départementale et municipale.

Toute la population de Tchiamba-Nzassi a été conviée par Edith Vérone Dibas-Franck pour terminer l'année en beauté. Ainsi, un repas copieux a été servi aux convives qui ont terminé la journée par des pas de danse. L'occasion de se réunir une dernière fois avant de se retrouver l'année prochaine pour des objectifs beaucoup plus sérieux.

Pendant cette journée, la population de Tchiamba-Nzassi a affiché son enthousiasme et surtout son plaisir de partager ce moment de convivialité. « C'est un moment de joie, nous sommes heureux de nous voir tous réunis ensemble », ont indiqué les invités.

Dans son mot de circonstance, la conseillère Edith Vérone Dibas-Franck a rappelé que cette activité s'inscrivait dans le cadre du vivre ensemble prôné de façon constante et renouvelée par le président de la République. Une occasion pour elle de remercier toute la population de Tchiamba-Nzassi, femmes, hommes et jeunes qui l'ont soutenue et accompagnée pendant cette période en vue de faire d'elle une conseillère et surtout de faire gagner son parti, le Parti congolais du travail (PCT). « Depuis les élections locales et législatives de juin dernier, nous ne nous sommes pas retrouvés, nous aurions pu le faire depuis, mais hélas, notre calendrier de travail ne nous l'a pas permis, néanmoins, nous rattrapons ce temps, car vaud mieux tard que jamais », a indiqué Edith Vérone Dibas-Franck.

Pour la présidente de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) de Pointe-Noire, Yolande Keita Bangui, il s'agit là d'une belle activité légitime, parce qu'après une si belle campagne dans les différents villages de Fouta et de Tchiamba, avec des personnes qui ont abandonné leur famille et qui ont accepté de l'accompagner, il était temps de leur rendre l'ascenseur et cela ne pouvait être possible qu'autour d'un repas bien copieux. « J'apprécie autant plus qu'elle l'a fait au moment où nous sommes à la veille de Noël et proches de la fête de fin d'année, c'est vraiment le moment idéal de donner de la joie à la population. Pour le PCT et l'OFC qui est l'union catégorielle du parti, nous sommes debout afin de faire suivre et mettre en œuvre tout le processus de développement qui a été prononcé par le chef de l'Etat. Ce n'est que le début, nous allons accompagner la camarade Edith Vérone Dibas-Franck, membre de l'OFC, dans sa bataille de tous les jours », a-t-elle dit.

Notons que cette activité a démarré par une messe d'action de grâce dite en la paroisse Saint Jean-Baptiste de Tchiamba-Nzassi, au cours de laquelle Edith Vérone Dibas-Franck a rendu grâce à Dieu pour tous les bienfaits et d'avoir permis que cette rencontre se tienne. Celle-ci s'est, d'ailleurs, déroulée en présence de tous les chefs de village, de quartier de Tchiamba-Nzassi ainsi que les membres du secrétariat fédéral du PCT, du secrétariat exécutif fédéral de l'OFC et de la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de Pointe-Noire.

Charlem Léa Itoua

Des dons divers aux veuves et orphelins du quartier Mpita Plasco

Dans le cadre des festivités de Nouvel An 2023, les membres du Parti congolais du travail (PCT) de la section 117 du quartier Mpita Plasco, dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, Emery-Patrice-Lumumba, ont offert le 22 décembre divers dons de vivres et non vivres plus des enveloppes à environ deux cent veuves et enfants orphelins.

Les kits alimentaires offerts sont composés de poulets, bidons d'huile, riz, boîtes de tomate, sans oublier des jouets et autres. Dégageant le sens de cette donation, Jean de Dieu Lossele, secrétaire à l'organisation et à la mobilisation de la section 117 PCT du quartier Mpita Plasco, a signifié qu'en plus de la politique, un parti bien organisé a, entre autres, le devoir de penser aux couches les plus vulnérables. «L'objectif de cette politique sociale est de corriger quelques inégalités observées pendant cette période en vue de bien passer les fêtes de fin d'année », a-t-il déclaré.

Remerciant pour sa part les membres du PCT de la section 117 du quartier Mpita Plasco, la veuve Poaty Denise a souligné



Remise symbolique du don à une veuve/Adiac
cet élan de cœur des membres du PCT de la section 117 du quartier Mpita Plasco,

que c'est pour une première fois et à l'occasion des fêtes de fin d'année qu'un parti politique

pense aux veuves et enfants orphelins de ce quartier. «Nous ne pouvons que dire merci pour

parce que celui qui assiste les pauvres ne fait que prêter à Dieu. A travers ce geste si louable, nous implorerons en retour Dieu pour voler également au secours des membres du PCT de la section 117 du quartier Mpita Plasco», a-t-elle indiqué.

Pour l'orphelin Loemba Makaya Audrey, offrir des jouets aux enfants orphelins en cette période de fin d'année témoigne une marque d'affection et de sympathie des membres du PCT de la section 117 du quartier Mpita Plasco à leur égard. «A travers ce geste louable, les enfants orphelins garderont le même sourire comme d'autres enfants de ce quartier à l'occasion de la fête de Noël de cette année », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara

30^e ANNIVERSAIRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES HANDICAPÉS

L'événement célébré à Dolisie

L'Union pour la promotion et le développement des femmes handicapées du Congo a célébré, le 22 décembre au chef-lieu du département du Niari, la Journée internationale des personnes vivant avec handicap.

Une causerie débat sur le thème « Réduire les inégalités pour un développement plus inclusif en faveur des handicapés » a ponctué l'événement. Le directeur départemental de la Sécurité sociale au Niari, Arnel Tsenoutsika, a rappelé à l'occasion que le handicap n'est pas une fin en soi et une personne vivant avec handicap doit se battre pour ses droits afin de bannir à jamais

la discrimination et la stigmatisation qui représentent l'obstacle majeur de son épanouissement. Tendre la main aux donateurs ne la rend pas autonome ; elle doit plutôt entreprendre des activités lucratives afin de se prendre en charge.

Intervenant à son tour, Victoire Mabika Matsanga, présidente du bureau exécutif de l'Union pour la promotion et



Les participants/Adiac

le développement des femmes handicapées du Congo, a exhorté ses semblables à s'abstenir de multiplier des partenaires dont elles n'ont pas de maîtrise pour éviter des grossesses non désirées, le sida et les maladies sexuellement transmissibles. Elles doivent, pour leur intérêt, consulter les spécialistes du planning familial afin de limiter les naissances qui constituent un lourd fardeau à leur épanouissement.

Concernant la question d'emploi, elle a estimé que l'accès à l'éducation de base est primordial pour la maîtrise de l'écriture et de la lecture, qualités nécessaires d'octroi d'un emploi décent.

Victoire Mabika Matsanga n'a pas manqué d'énumérer plusieurs avancées significatives en faveur des personnes vivant avec handicap rendues possibles par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, notamment la promulgation de la loi 009/92 du 22 avril 1992 portant statut, protection et promotion de la personne handicapée ; la loi portant intégration à la fonction publique de 10% du quota octroyé aux personnes handicapées et la création dans la Constitution du 25 octobre 2015, à son article 234, du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap. Ces lois, a-t-elle ajouté, ont

été légiférées et promulguées sans les textes d'application, mettant la personne vivant avec handicap dans une situation d'incertitude.

Ainsi, pour créer un monde accessible et équitable, il est question d'œuvrer afin d'encourager le leadership et la participation des femmes et filles handicapées, notamment par leur représentativité dans les sphères de prise de décisions.

Rappelons que la Journée internationale des personnes vivant avec handicap est célébrée chaque année, le 3 décembre, mais a été organisée en différé à Dolisie.

Max Ferhyne Poudi

HUMEUR

L'abus d'alcool par des enfants pendant les fêtes !

Si l'on n'y prend pas garde, à l'allure où vont des choses, le risque est grand de voir des gamins et adolescents devenir des grands dépendants de l'alcool, surtout lors de ces fêtes de fin d'année 2022 et début 2023. Car, après le confinement que le pays a connu à cause de la pandémie de la covid-19, des enfants se jettent massivement et progressivement sans cesse dans l'alcool, promettant qu'au moment des fêtes, ce sera le pire. Donc une voie ouverte à tout désordre juvénile que l'on déplore à l'heure actuelle.

Telle que les choses se profilent à l'horizon, l'on va assister à l'excès de la prise d'alcool par des gamins, sous un regard impuissant des parents, puisque les signes précurseurs annoncent déjà cette « mauvaise saison ». A proximité des marchés, dans des caves situées sur des grandes artères de nos grandes villes, dans des night-clubs, des bars et n'importe quel débit de boisson, on assiste déjà à une exagération dans la prise d'alcool par des adolescents.

On les voit par petits groupes de cinq à sept, voire même de dix autour des tables dans des débits de boissons avec de nombreuses bouteilles d'alcool et de toute sorte de liqueur. Ces nouveaux comportements des gamins étonnent plus d'un observateur car ces derniers sont en passe de devenir des meilleurs clients des tenanciers des lieux d'alcool. Surtout que pour ceux-ci, ce sont des recettes qui les intéressent et le reste ne leur dit absolument rien.

Cette prise abusive d'alcool, davantage au moment des fêtes de fin d'année, ne va pas sans conséquences graves au plan social et bio-physiologique. Vu leur âge, cet abus précoce d'alcool par des gamins occasionne de nombreuses pathologies, surtout au niveau de la pièce cervicale créant ainsi un dérèglement psycho-somatique et un dysfonctionnement métabolique de tout genre.

L'abus d'alcool par des enfants est une porte ouverte à un grand banditisme, lequel nous décrions tous actuellement, notamment les phénomènes « Bébés noirs » et « koulounas » qui prennent des proportions inquiétantes ces derniers temps. « Où sont passés alors les séries de mesures policières dites Uppercut ? », s'est demandé un habitant de Pointe-Noire, constatant la montée de ces phénomènes dans les quartiers populaires.

Si rien n'est fait pour arrêter cela, l'on va assister à la hausse du taux de criminalité après ces fêtes de fin d'année car des énergies dangereuses seront toutes libérées par ces « gamins malfaiteurs » après les fêtes passées sous confinement. Agissons vite !

Faustin Akono

ENTREPRENEURIAT

Les centres de gestion agréés renforcent leurs capacités

L'atelier de validation du manuel de procédures des centres de gestion agréés (CGA) a pris fin le 23 décembre, à la chambre de commerce de Pointe-Noire, après avoir réuni une quinzaine de participants issus d'une dizaine de ces centres établis à Pointe-Noire tels Reco consulting, Buscolog, Cerpac, Forum des jeunes entrepreneurs,



Des participants à l'atelier de validation du manuel de procédures des CGA/Adiac

L'atelier a eu pour objectifs, d'une part, de se fixer sur les pratiques de fonctionnement et d'intervention, d'autre part, envisager les possibilités de synergie entre les différents CGA. Animé par le cabinet conseil B2M par le biais de ses deux

experts, Etienne Bessovi et Marc Olivier Kouassi, il a permis aux participants, au terme de trois jours de travail, de renforcer leurs capacités et d'en faire désormais un bon usage de cet important document très utile pour les Très pe-

tites entreprises (TPE) et Petites et moyennes entreprises (PME).

Signalons que les CGA sont des structures d'accompagnement des TPE et PME dans les aspects liés à la comptabilité, à l'assistance juridique, fiscale et sociale. Leur particularité est, entre autres, d'indexer leur appui à des coûts très accessibles pour leurs cibles (TPE, PME).

Cette opération a été réalisée dans le cadre du Projet d'appui à l'entrepreneuriat féminin dont la Chambre de commerce est le maître d'œuvre. Son financement est assuré par le Programme des Nations unies pour le développement.

Hervé Brice Mampouya

UNION MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Le Congo préside le comité ministériel

Le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, a été porté à la tête du comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (Umac) pour un mandat d'un an, à l'issue d'une réunion de l'institution communautaire tenue le 22 décembre dernier à Douala, au Cameroun.

Jean-Baptiste Ondaye succède au ministre centrafricain en charge des Finances et du Budget, Hervé Ndoba. Après avoir salué l'œuvre abattue par son prédécesseur dans le contexte de la double crise économique et sanitaire, il a placé son mandat sous le signe de la continuité. « Nous ne pouvons que nous féliciter de la résilience de nos économies dans ce contexte difficile. En effet, la croissance économique reprend lentement mais sûrement, notre position extérieure s'est fortement consolidée et notre système bancaire est demeuré résilient », a-t-il déclaré.

Le comité ministériel de l'Umac a examiné la conjoncture économique et financière des Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) en 2022, la situation des réserves de change, le rapatriement des devises et les perspectives au titre de l'année 2023.

Les économies des pays de la Cémac sont marquées par un redressement progressif et une restauration des équilibres, notamment la consolidation des finances publiques et le renforcement des réserves de change. L'on signale également l'inflation due en partie à la crise entre la Russie et l'Ukraine.

« Cette évolution traduit la mise en œuvre de réformes aussi bien au niveau de la sous-région que de chaque pays... Nous devons encore une fois poursuivre nos efforts. Les défis sont immenses et chacun le sait ; nos économies sont faiblement diversifiées et demeurent vulnérables face aux chocs externes et internes, les échanges intracommunautaires restent faibles, la vie chère et l'insécurité alimentaire menacent nos populations », a fait observer Jean-Baptiste Ondaye.

Le budget de la Banque des Etats de l'Afrique centrale exercice 2023, les relations entre les pays de la Cémac qui sont en discussions avec le Fonds monétaire international, le processus de fusion des marchés financiers de la communauté et d'autres sujets étaient aussi à l'ordre du jour des travaux du comité ministériel de l'Umac.

Christian Brice Elion

INDUSTRIE CULTURELLE

Lydie Pongault invite les artistes à travailler en synergie

Artistes musiciens et opérateurs culturels ont eu, le 23 décembre à Brazzaville, avec la ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, un franc parler pour atteindre l'objectif attendu par le chef de l'Etat, celui de redynamiser la culture, un des piliers de l'économie nationale.

Les acteurs culturels ont été nombreux à répondre à l'invite de la ministre de l'industrie culturelle, qui les a entendus et exhortés à unir les efforts pour qu'ensemble ils trouvent des solutions communes efficaces. Ces derniers ont fait savoir leurs préoccupations à la ministre qui a dit: « A vos problèmes, je me dois de trouver des solutions, à vos sollicitations, je me dois de rester attentive afin de parvenir à faire de notre pays un espace idéal au développement de la musique, faire en sorte que le Congo soit pour les musiciens une terre d'opportunités ».

Lydie Pongault a invité les acteurs culturels à travailler en synergie, à regarder le futur ensemble et à poursuivre la marche, leur demandant de l'accompagner dans sa mission. « Sans vous, je ne peux rien, je compte sur vous pour m'accompagner dans cette mission qui est très difficile. Nous devons emmener les gens à comprendre qui nous sommes, quel est l'importance de la culture », a-t-elle promis.

Dans le processus de diversification de l'économie, le chef de l'Etat a fait de la redynamisation de la vie culturelle nationale un des piliers de sa politique. C'est ainsi que la ministre Lydie Pongault a cette tâche de la rehausser en travaillant main dans la main avec ces acteurs culturels pour leur bien et celui du pays.

Possible restructuration du BCDA

La ministre en charge de l'industrie



Des artistes musiciens et opérateurs culturels/Adiac

artistes. Ce traitement leur permettra de fonctionner comme dans les autres pays. Répondant à la question de la redevance audiovisuelle et des droits d'auteurs, Lis Pascal Moussodji Nziengui a fait savoir que la ministre rencontrera son homologue de la Communication pour en discuter. Satisfait de cette rencontre, l'artiste Kosmos Moutouari a loué l'initiative. « C'est une maman qui a parlé avec son cœur; elle veut vraiment aider les artistes, nous y croyons. Cette fois avec une femme, j'ai la conviction qu'il y aura des changements, on va travailler pour aider notre maman. Nous avons un problème au niveau du BCDA, cela nécessite un grand travail, il faut vraiment le tri pour que le travail de fond se fasse afin que les artistes trouvent leur compte », a-t-il expliqué.

culturelle a promis la restructuration du Bureau congolais des droits d'auteurs (BCDA), qui permet aux artistes, entre autres, d'avoir des revenus. « Nous allons nous battre pour améliorer la situation des musiciens, trouver les solutions et les proposer au gouvernement », a indiqué la ministre.

Les artistes ont soulevé également le problème d'injustice qui se passe lors du Festival panafricain de musique, dont la tenue aura lieu l'année prochaine. La ministre les a assurés que tout sera fait pour que les musiciens congolais soient mieux représentés. Pour sa part, le directeur de cabinet de la ministre, Lis Pascal Moussodji Nziengui, a indiqué que le département en charge de la culture cherche quel traitement pour le BCDA afin que les musiciens se retrouvent car, c'est une banque des

Des artistes musiciens et opérateurs culturels/Adiac

artistes. Ce traitement leur permettra de fonctionner comme dans les autres pays. Répondant à la question de la redevance audiovisuelle et des droits d'auteurs, Lis Pascal Moussodji Nziengui a fait savoir que la ministre rencontrera son homologue de la Communication pour en discuter.

Satisfait de cette rencontre, l'artiste Kosmos Moutouari a loué l'initiative. « C'est une maman qui a parlé avec son cœur; elle veut vraiment aider les artistes, nous y croyons. Cette fois avec une femme, j'ai la conviction qu'il y aura des changements, on va travailler pour aider notre maman. Nous avons un problème au niveau du BCDA, cela nécessite un grand travail, il faut vraiment le tri pour que le travail de fond se fasse afin que les artistes trouvent leur compte », a-t-il expliqué.

Rosalie Bindika

RÉFLEXION

Et l'Afrique s'imposa ...

Si il fallait une preuve, dans le temps très particulier où nous vivons, que le meilleur peut sortir du pire, les événements de ces derniers mois l'apportent, du moins pour ce qui concerne l'Afrique. Plus un jour ne passe, en effet, sans que l'une ou l'autre des grandes puissances de la planète annonce des décisions positives pour le continent et sans que les organisations de la gouvernance mondiale affirment, de leur côté, leur volonté d'accompagner les peuples africains dans leur longue marche vers le développement durable.

Ceci étant dit, ne nous voilons pas les yeux et regardons la vérité en face : ce double basculement est dû au fait que l'Afrique, dans son ensemble, devient un acteur incontournable de la scène mondiale en raison, d'une

part, de son poids démographique, d'autre part, de l'immensité de ses ressources naturelles et que, par conséquent, lui faire la cour d'une façon ou d'une autre constitue un objectif stratégique majeur. Pour les Grands de la planète, bien sûr, qui espèrent en tirer à court terme de grands profits matériels et politiques, mais aussi pour les institutions internationales qui comptent, quant à elles, en tirer un regain d'influence.

Au-delà des progrès de toute nature que ce double basculement va certainement générer à plus ou moins court terme, la communauté africaine dans son ensemble doit s'organiser pour faire en sorte que la présence accrue des Grands de la planète sur son vaste sol ne plonge pas le continent dans une « guerre

froide » qu'il aurait le plus grand mal à contenir. La rivalité de ces mêmes Grands risque fort, en effet, de déboucher sur des conflits plus ou moins larvés en vue desquels leurs gouvernants se préparent manifestement dès à présent comme on le constate aujourd'hui au Mali, au Burkina Faso, en Centrafrique et très probablement demain en République démocratique du Congo ou dans la Corne de l'Afrique.

Dans ce contexte très stratégique, deux actions majeures s'imposent aux cinquante-cinq Etats du continent :

° La première est le renforcement sans plus attendre des communautés dites « sous-régionales » qui quadrillent le continent, communautés parmi lesquelles figure en bonne place la Communauté économique

des Etats de l'Afrique centrale.

° La seconde est la modernisation de l'Union africaine dans son ensemble que des conflits internes comme celui qui déstabilise depuis des années l'Ethiopie, dans la capitale de laquelle – Addis-Abeba – est installé son siège, rendent dangereusement instable et qui, de ce fait, devra tôt ou tard migrer vers un pays stable.

Alors qu'une nouvelle année est sur le point de s'ouvrir, rien n'est plus important, du moins le pensons-nous, que de renforcer la gouvernance collective de l'Afrique afin que la Chine, l'Europe, les Etats-Unis, l'Inde, la Russie ne tentent pas de jouer la carte de la division comme leurs dirigeants sont plus ou moins visiblement tentés de le faire aujourd'hui.

Jean-Paul Pigasse